**Question 1 :** What do you believe are the **key challenges raised by disinformation**? What **measures would you recommend to address them**?

**Fondation Hirondelle :**

**KEY CHALLENGES in AFRICA & FRAGILES CONTEXS:**

Nos équipes de journalistes et partenaires sur le terrain, dans les pays parmi les plus fragiles du monde où nous intervenons, **en Afrique** sub-saharienne notamment, constatent  des tendances inquiétantes de renforcement de la désinformation, particulièrement autour des ***élections*** et en lien ***avec la crise COVID-19***.

En lien avec les processus électoraux***, la désinformation est de plus en plus utilisée comme arme de campagne*** à travers les réseaux sociaux.

C’était récemment le cas ***au Niger*** où le processus électoral a donné lieu à une propagation de fausses nouvelles et de faux montages sur les réseaux sociaux.

En***République centrafricaine***, la désinformation alimente depuis des décennies la peur et constitue un frein au processus de paix, de démocratisation et de développement. Les récentes élections, et ***la rivalité croissante entre intérêts occidentaux et russes*** dans le pays, n’ont fait qu’augmenter cette désinformation et ont culminé en une reprise des conflits. “La guerre se mène aussi sur les réseaux sociaux”, disent des journalistes à Bangui. Des réseaux sociaux où circulent des messages de haine qui ***augmentent les risques de conflits*** inter-ethniques.

Dans les pays les plus fragiles déjà confrontés à de multiples problèmes de gouvernance, les médias cherchant à fournir des informations fiables à la population font face à un ***manque d’accès aux sources  d’information et un manque de réponse de la part des autorités***, (par exemple, sur leur stratégie vaccinale) ***alors que la désinformation, elle, n’attend pas (\*voir exemples plus bas)***.

La ***fragilité des médias traditionnels*** locaux, radios, télévisions, journaux est un problème majeur qui favorise la diffusion de la désinformation sur ces médias. En effet, quand ils sont  fragiles professionnellement et économiquement, et quand ils sont contrôlés par des intérêts partisans et n’ont pas l’indépendance éditoriale nécessaire, ces médias peuvent devenir des vecteurs de la diffusion de la désinformation, pour tels ou tels intérêts.

Mais aujourd’hui, même dans les pays d’Afrique les plus fragiles où la connexion à Internet reste la plus faible au monde, ***Facebook et Whatsapp*** sont de plus en plus cités comme des plateformes majeures de désinformation. Tous les journalistes interrogés au Niger, au Burkina Faso, au Mali, ou encore en RCA, citent spontanément ***la problématique particulièrement forte de Whatsapp, due à son opacité, à la difficulté d’avoir une vision d’ensemble de ce qui s’y passe et des messages qui y sont partagés***. La réponse à la diffusion de la désinformation sur WhatsApp, outil de communication très populaire en Afrique, est d’autant plus difficile que ***WhatsApp a restreint la diffusion d’informations*** sur ses groupes de diffusion, ce qui paradoxalement ***empêche les médias*** reconnus, sérieux et professionnels, d’y diffuser leurs informations.

L’impact de la diffusion de la désinformation sur ces réseaux sociaux et outils numériques est d’autant plus nocif qu’une partie de la population manquant d’éducation aux médias et d’éducation formelle a tendance à croire spontanément ce qu’elle trouve sur Internet. « Si c’est sur Internet, ce doit être vrai : c’est ce que pensent beaucoup de gens ici », nous dit notre collègue au Niger, journaliste au Studio Kalangou, programme radiophonique d’information quotidien.

**MEASURES :**

Le ***soutien aux médias locaux d’intérêt public*** est crucial pour leur permettre de disposer des moyens financiers, professionnels, humains et techniques pour identifier la désinformation, et y répondre par un ***travail régulier d’information à destination du plus grand nombre***.

La ***coordination et la mise à disposition d’outils***, de ressources et de formations pour ***le monitoring des réseaux sociaux*** est également un besoin souligné par tous les journalistes et médias sur le terrain. Le monitoring des réseaux sociaux, pour identifier les sources et les sujets de désinformation, et pouvoir y répondre, demande des moyens techniques et humains dont ne disposent pas, la plupart du temps, les médias locaux. Le ***développement de consortiums et de projets pour assurer ce monitoring***, régulier et indépendant, et le mettre à disposition des rédactions de journalistes sur le terrain, serait une réponse concrète et très utile à la désinformation.

Enfin, parmi d’autres mesures concrètes et précises : pousser Facebook a ***délivrer aux médias locaux professionnels des accréditations comme source fiable*** pour permettre une diffusion plus large de l’information vérifiée. Cela permettrait de soutenir le travail d’information par ces médias reconnus et professionnels. Cela inciterait le public à distinguer leurs publications, et à faire la différence avec des posts venant de sources peu fiables ou mal identifiées.

**\*exemples de désinformation sur la COVID-19 en Afrique subsaharienne :**

En lien avec la COVID: nos équipes de journalistes au Sahel et en Afrique centrale nous ont fait part de nombreux exemples de désinformation:

* Le COVID, « une maladie importée et ne touchant que les Chrétiens » (rumeur qui a circulé au Burkina Faso)
* Le « Coca-cola transmettrait le virus » (rumeur qui a circulé en Europe et en Afrique, notamment au Mali, et à laquelle notre média au Mali, Studio Tamani a répondu : [https://www.studiotamani.org/index.php/themes/societe/25796-covid-19-le-coca-cola-peut-il-donner-le-virus](https://bits.zynbit.com/link?guid=9d81ebad-2b86-4f08-85af-fb74cc06af7c&url=https://www.studiotamani.org/index.php/themes/societe/25796-covid-19-le-coca-cola-peut-il-donner-le-virus)
* Et de multiples messages complotistes et haineux sur les réseaux sociaux, en Afrique comme ailleurs, visant parfois le personnel de santé et les occidentaux, comme celui-ci :

